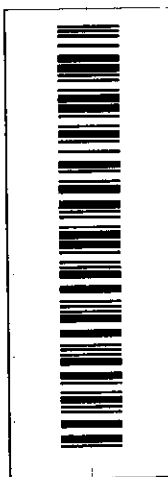


Code centre d'examen

63.0

D'IDENTIFICATION

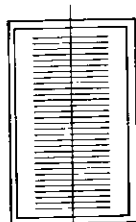
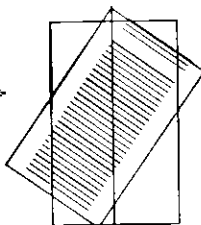
Concours : externe - affectation régionale
(interne ou externe - affectation régionale ou nationale)Pour l'emploi de : inspecteur des impôts - généralisteÉpreuve n° 2Matière : 0222 Droit administratifDate 19102004Nombre d'intercalaires supplémentaires : 1**À L'ATTENTION DU CANDIDAT**

En dehors du cadre prévu à cet effet, il est interdit de signer sa copie ou de mettre un signe distinctif.

Les étiquettes d'identification ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

POSITIONNEMENT DES ÉTIQUETTES

Pour permettre la lecture optique de l'étiquette, le trait vertical matérialisant l'axe de lecture du code à barres doit traverser la totalité des barres de ce code.

EXEMPLE**BON**Axe de lecture
Code à barres**MAUVAIS**Axe de lecture
Code à barresNOTE / 20
13 0021

Numéro du correcteur

004

Numéro de copie

Conseil d'Etat, qui sont jugés par les conseils de prefecture à définir devant la travaux réalisés pour le compte ment des travaux publics ou non. Le Conseil d'Etat a élaboré plusieurs notions de travail public. Parmi quels sont ces critères puis percevrons que cette notion de travail public ne mieux répondra aux attentes.

qualifier un travail de travail public

soit effectué pour le compte d'un l'Etat, une collectivité ou un particulier, à tout prix que le travail, de réparation, de construction ou de travaux publics peu importe l'opération d'élargissement ou de travaux publics. A contrario, bien que public, ne peut être

travail public un travail dont e

La notion de travail public.

Au cours du 19^{ème} et 20^{ème} siècle, le Conseil d'Etat, qui connaissait en appel et en dernier ressort les affaires jugées par les conseils de préfecture, ancêtre des tribunaux administratifs, a eu à définir devant la multiplication de litiges touchant à des travaux réalisés pour le compte de l'Etat, si ceux-ci constituaient effectivement des travaux publics ou non.

C'est ainsi que la jurisprudence du Conseil d'Etat a élaboré plusieurs critères permettant de qualifier une opération de travail public.

Nous venons avoir dans un premier temps quels sont ces critères puis dans un second temps, nous nous apercevrons que cette notion de base a connu quelques modifications pour mieux répondre aux attentes d'après-guerre.

I Les critères de base permettant de qualifier un travail de travail public

Premièrement, il faut que le travail soit effectué pour le compte d'une personne publique, c'est-à-dire soit pour l'Etat, une collectivité territoriale, un établissement public... Ensuite, il faut à tout prix que le travail qui est soit une opération d'entretien, de réparation, de construction ou d'aménagement porte sur un immeuble public peu importe l'ampleur de ces travaux, ainsi des simples opérations d'égoutage réalisées sur une parcelle publique constituent des travaux publics. A contrario, une opération qui porte sur un meuble, bien que public, ne peut être qualifiée de travail public.

Enfin pour être considéré comme un travail public, un travail doit être

revenir dans un but d'utilité générale.

La notion d'utilité générale englobe celle de service public car un service public est par définition d'intérêt général.

En l'espèce, nous pouvons prendre l'exemple d'une affaire jugée par le tribunal des conflits dans laquelle il devait déterminer la juridiction compétente dans le cadre d'une action en responsabilité.

Il était question d'un enfant qui s'était blessé en se suspendant à un bénitier dans une église. Comme cela s'était produit après la loi de réparation de l'Eglise et de l'Etat, le culte catholique ne constituait plus un service public mais l'édifice restait la propriété de la commune. C'est ainsi que les juges ont estimé que comme les églises sont affectées à l'usage des fidèles, les travaux réalisés en leur sein, le sont dans un but d'utilité générale et constituent donc des travaux publics. Le tribunal des conflits a donc considéré la juridiction administrative comme compétente pour connaître de cette affaire. La notion d'utilité générale dans le cadre des travaux publics est donc plus large que la notion de service public.

Sinon, peu importe qui réalise ces travaux à partir du moment où les critères vus ci-dessus sont remplis. Ainsi l'Etat pourra les réaliser lui-même par le moyen de la régie ou déléguer cette tâche à une personne privée en procédant à un appel d'offre.

§

Nous avons détaillé les critères qui originellement permettaient de faire la distinction entre les travaux publics et les autres mais devant les évolutions de la société et sur le besoin de reconstruction de la France après la deuxième Guerre mondiale, le Conseil d'Etat a dû revoir la notion pour l'élargir et permettre d'englober d'autres travaux.

II Elargissement de la notion de travail public

Après la seconde guerre mondiale, le besoin de reconstruction surtout de logement était grand. Le problème est que la plupart du temps, ces reconstructions n'étaient pas considérées comme des travaux publics, pour le simple fait qu'elles n'étaient pas réalisées comme nous l'avons vu précédemment pour le compte d'une personne publique.

Ainsi le Conseil d'Etat, dans une affaire dans laquelle il était question d'un syndicat de propriétaires qualifié par le législateur d'établissement public

qui était chargé de la reconstruction de logements destinés à un usage privé, a qualifié ces travaux de travail public car les travaux étaient réalisés par une personne publique.

Ainsi désormais pour qualifier un travail public, il faut prendre en considération un élément organique qui est la présence d'une personne publique, peu importe si c'est elle qui le réalise ou si c'est à elle qui lui est destiné.

Mais encore aujourd'hui, cette ^{définition} ~~notion~~ montre des limites puisque certains travaux n'entrent pas dans le champ de définition des travaux publics alors qu'a priori, ils ont la même portée que d'autres, eux, qualifiés de travaux publics.

On peut prendre l'exemple ici de la construction de logements à loyers modérés qui sont qualifiés de travaux publics si elle ~~est~~ est effectuée par un office HLM (personne publique) alors que ces mêmes constructions seront exclus de la ~~notion de~~ qualification de travaux publics si elles sont effectuées par une société HLM (personne privée).

Mais la juridiction administrative ne semble pas vouloir revenir si la présence d'une personne publique qui est donc un élément fondamental à prendre en compte quand il s'agit de définir tel ou tel travail de travail public.